

## Chroniques européennes du large

N° 24

30 mai 2009 – L'enlèvement d'Europe

Les élections *européennes* devraient appeler un débat *européen*. Près de 400 millions d'électeurs vont se prononcer le même jour mais, des discussions qui se tiennent dans le reste du continent, nous n'entendons qu'un écho assourdi. Les ressortissants des autres Etats membres vivant en France possèdent le droit de vote et sont éligibles. Qui le sait ? Du côté du ministère de l'Intérieur, le secret a été bien gardé. Peu de maires ont pris la peine de les inciter à voter. On les oblige à se réinscrire sur les listes électorales même s'ils ont participé à l'élection municipale l'an dernier. C'est consternant. Sur notre liste, Waltraud Esnée, une femme très engagée, née en Allemagne, représente la Sarthe. Je tenais à ce symbole qui nous évite d'être une équipe franco-française.

En dépit du degré d'union que nous avons déjà atteint dans l'UE, les autres peuples européens existent à peine aux yeux des dirigeants nationaux. Ainsi, la relation franco-allemande a beau être présentée comme primordiale, les dirigeants découvrent en général « sur le tas », une fois devenus Président de la République ou Chancelier, les insondables mystères de l'autre. Le Chancelier Schröder a mis deux ans à comprendre qu'il ne pouvait s'offrir les Français. La lecture de la presse allemande suffit à mesurer l'impact des faux pas de l'actuel Président de la République française\*. Les hommes politiques d'aujourd'hui sont loin des Jean Monnet, Robert Schuman ou Alcide de Gasperi qui maîtrisaient plusieurs langues, connaissaient intimement plusieurs pays et, respectueux de leurs partenaires, les sondaient avant de lancer leurs desseins !

Les pouvoirs publics commettent une grave erreur. Une nouvelle forme d'injustice sociale se profile : demain si nous n'y prenons pas garde, le fossé se creusera entre, d'un côté, les enfants des familles aisées, polyglottes, bien préparés à profiter de l'UE et de la mondialisation et, de l'autre, les personnes issues de familles modestes, enfermées dans des horizons restreints. L'historien Bronislaw Geremek, décédé l'an dernier, avait une jolie formule lorsqu'il disait « *nous avons fait l'Europe, il nous reste à faire les Européens* ».

S'épanouir dans un monde ouvert, goûter la liberté de circuler dans toute l'Europe, d'y étudier, d'y travailler, exigera de plus en plus de parler les langues étrangères. Non pas d'ânonner un anglais rudimentaire mais de maîtriser correctement plusieurs langues, avec la dose d'efforts et d'humilité que cela représente. Rappelons au passage que la défense du français est à ce prix : quiconque, en France, se contente de pratiquer l'anglais sape, inconsciemment peut-être mais sûrement, la francophonie. C'est en parlant d'autres langues que l'anglais et le français que nous défendrons le mieux notre langue maternelle à l'échelle du monde. Pour des raisons politiques et économiques, l'apprentissage de l'allemand devrait être plus vigoureusement défendu, sans états d'âme. L'arrivée des nouveaux Etats membres aurait également

dû inciter à enseigner les langues slaves au lieu de laisser tant de jeunes apprendre l'espagnol qui ne leur ouvrira pas tant de débouchés que l'on dit.

L'expérience personnelle d'un environnement pluriculturel sera aussi de plus en plus nécessaire : travailler avec des personnes venant d'autres pays, vivre avec elles dans un espace politique comme l'UE, ne s'improvise pas, cela s'apprend. Les programmes Erasmus, Erasmus Mundus ou Leonardo ont commencé à ouvrir nos cursus vers le grand large. Et le Parlement européen s'est battu, au cours de la dernière législature, pour que les gouvernements européens ne réduisent pas les crédits Erasmus comme ils en avaient génialement eu l'intention au moment de l'arrivée de 12 nouveaux pays. En France, de nombreuses régions ou départements financent aussi des bourses d'échanges ou des voyages, tandis que de nombreux professeurs de langues dévoués continuent d'emmener leurs élèves en voyage, en dépit de tracasseries croissantes.

Mais tout ceci est insuffisant. Les langues étrangères demeurent le parent pauvre de l'éducation nationale. Encore et toujours, notre pays continue à avoir peur de la diversité. Dans les communes du Sud Ouest où résident tant de « native speakers » (des « locuteurs de naissance », britanniques notamment), cette ressource n'est pas assez utilisée. La télévision diffuse des films doublés. Quant au journal télévisé, aucune chance d'y entendre jamais Zapatero ou Obama en V.O.

Une fois élue au Parlement européen, je me battrai contre ces archaïsmes. Je m'attacherai à ce que l'on donne à tous les jeunes, quel que soit leur milieu d'origine, une chance d'apprendre des langues (au pluriel), de goûter l'Europe, ses cultures et ses merveilles. Les jeunes le réclament. Ne les décevons pas. Ainsi, j'ai participé hier soir, en Charente-Maritime, à une réunion publique en anglais organisée par des Jeunes Démocrates désireux d'ouvrir nos débats politiques européens à des non français. La lumière était douce. La discussion avec les Britanniques apaisée. Great ! Tschüss. Ciao a tutti.

Sylvie Goulard

\* De l'Union de la Méditerranée conçue comme une zone d'influence française d'où les Allemands étaient exclus, au légendaire commentaire « *la France n'est pas le pays qui a inventé la Shoah* », vite oublié en France, présent dans bien des esprits en RFA.